



# Guerre commerciale : l'Europe sous pression

Donald Trump a relevé les droits de douane sur l'acier à 50 %, mais Bruxelles privilégie toujours la négociation. Le chancelier Merz se rend à Washington ce jeudi. **PAGES 26 ET 27**

## Acier, terres rares, défense... Donald Trump met l'Europe sous pression

Les surtaxes douanières de 50 % sur l'aluminium et l'acier compliquent les négociations qui se sont poursuivies à Paris.

**Armelle Bohineust et Florentin Collomp** Correspondant à Bruxelles

**S**ur tous les fronts à la fois, l'Europe tente de résister à la pression du bulldozer Trump. Au lendemain des nouvelles mesures punitives de Washington sur l'acier et l'aluminium, les Vingt-Sept ont haussé le ton avec une modération toute diplomatique. « Soyons clairs. L'augmentation de 25 % à 50 % des droits de douane sur l'acier et l'aluminium (confirmée dans la nuit de mardi à mercredi) compromet nos efforts en vue d'une

solution négociée avec les États-Unis. Si les négociations en cours n'aboutissent pas à une solution équitable, l'Union européenne est prête à imposer des contre-mesures, qui incluront des réponses à cette nouvelle hausse et qui seront mises en place le 14 juillet ou avant si nécessaire », a assuré Olof Gill, porte-parole de la Commission européenne pour le commerce.

Le président américain a publié un décret portant à 50 % les taxes douanières





sur les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis. Il justifie cette nouvelle hausse, qui suit une taxation de 25 % appliquée en mars, par un souci « de sécurité nationale ». Cette hausse des taxes « permettra de contrer plus efficacement les pays étrangers qui continuent de se décharger de l'acier et de l'aluminium excédentaires à bas prix sur le marché américain », explique encore le président.

Ce regain de tension intervient alors que l'Union européenne s'efforce de réagir aux effets en cascade de la guerre commerciale, économique et stratégique déclenchée par le président républicain. L'offensive américaine a déclenché des représailles chinoises qui se répercutent sur le Vieux Continent. C'est le cas dans le domaine des métaux critiques où l'Europe, prise dans l'étau sino-américain, accélère sa quête d'autonomie. Elle présentait mercredi une série de partenariats avec des pays allant de l'Ukraine à la Zambie pour diversifier ses approvisionnements.

La Commission communiquait ce même jour sur les dépenses militaires, que le désengagement américain pousse à augmenter. Quinze États membres viennent ainsi de profiter de la nouvelle souplesse budgétaire accordée par Bruxelles, leur permettant de s'endetter plus pour se réarmer, sans que cela ne soit pris en compte dans le calcul de leur déficit.

S'agissant de l'acier et de l'aluminium, ils sont depuis longtemps dans le collimateur de Donald Trump. Dès son premier mandat, il avait leur imposé respectivement des droits de douane de 25 % et 10 %. Mais, beaucoup de pays avaient finalement obtenu des exemptions, y compris l'Union européenne. Jusqu'à ce qu'en février dernier, de retour au pouvoir, Donald Trump abolisse la plupart des accords et rétablisse un « véritable » droit de douane de 25 % sur l'acier et augmente celui sur l'aluminium à 25 %, pour tous les pays. Ces droits sectoriels, comme ceux appliqués à l'automobile, n'ont pas été bloqués par une récente décision de la justice américaine, qui visait les droits dits réciproques et visant des pays.

### Menaces réciproques

Près d'un quart de l'acier utilisé aux États-Unis est importé, la majeure partie

provenant de ses voisins mexicains et canadiens ou de proches alliés en Asie et en Europe. Mais la plupart des partenaires de Washington sont sanctionnés par ce nouveau train de sanctions. À l'exception notable du Royaume-Uni, qui conserve des droits de douane limités à 25 % sur l'acier et l'aluminium, du fait des discussions « positives » selon Trump, en cours entre les deux pays sur leurs relations commerciales. Ce qui confirme bien cette stratégie trumpienne d'exercer une pression maximale afin d'obtenir un « bon deal ».

Dans l'Union européenne qui représente 13 % environ des importations d'acier américaines et où le secteur est déjà pénalisé par des coûts de l'énergie plus élevés qu'aux États-Unis, les nouvelles taxes effraient. « La plupart des 3,8 millions de tonnes d'exportations d'acier de l'UE vers les États-Unis sont désormais soumises à une interdiction d'importation de facto avec des droits de douane de 50 % », déplore Axel Eggert, directeur général de l'Association européenne de l'acier, Eurofer. Mais ce n'est pas tout. « Nous nous attendons à un détournement massif des 27 millions de tonnes d'acier précédemment destinées aux États-Unis vers le marché européen, comme cela s'est produit en 2018. Avec des surcapacités mondiales à des niveaux records, nous sommes submergés par l'acier étranger bon marché. »

Cette nouvelle escalade dans la guerre commerciale intervient alors que des rencontres à haut niveau sont en cours à ce sujet entre les États-Unis et leurs partenaires. Mercredi, en marge d'une réunion de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les représentants au Commerce du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) se sont rencontrés à Paris. Mercredi également, le représentant de la Maison-Blanche au Commerce (USTR) Jamieson Greer voyait à Paris le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic. Le premier s'est félicité d'échanges « allant dans la bonne direction » et le second d'une rencontre « productive et constructive ».

Le contexte est compliqué. Donald Trump a menacé l'UE de 50 % de surtaxe, l'accusant de ne pas négocier « de bonne foi ». Et la fin de la pause de 90 jours, annoncée dans la foulée des droits de douane dits « réciproques » est





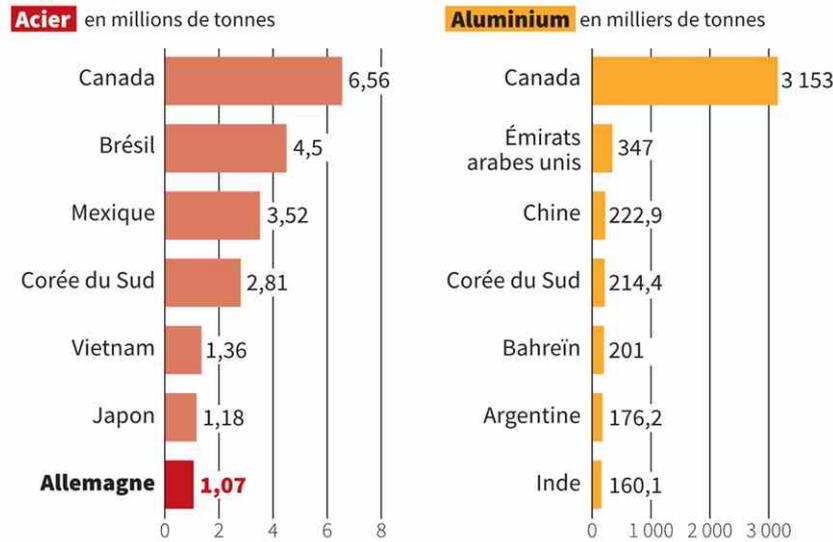
prévue pour le 9 juillet. L'UE se prépare donc au pire. Elle a approuvé des droits de douane sur 21 milliards d'euros, qui pourraient être appliqués sur des produits américains tel que le soja, la volaille ou les motocyclettes, en réponse aux taxes sur les métaux imposées. Elle prépare une liste supplémentaire de droits de douane sur 95 milliards d'euros de produits américains (avions Boeing, bourbon...) , en réponse aux prélèvements « réciproques » et aux droits de douane sur l'automobile.

L'Union européenne mise toujours sur

la négociation. Celle-ci se passe un peu mieux depuis que Donald Trump et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, se sont serré la main à l'enterrement du pape puis se sont parlé, il y a quelques jours. Mais, le jeu reste très compliqué car les représentants des États-Unis, Jamieson Greer ou Scott Besant, n'ont pas toutes les cartes en main. C'est Donald Trump qui décide à la fin de la journée et là, l'imprévu est toujours possible, rapporte un observateur. ■

### Un impact à la marge pour l'Europe

Origine des importations américaines en 2024



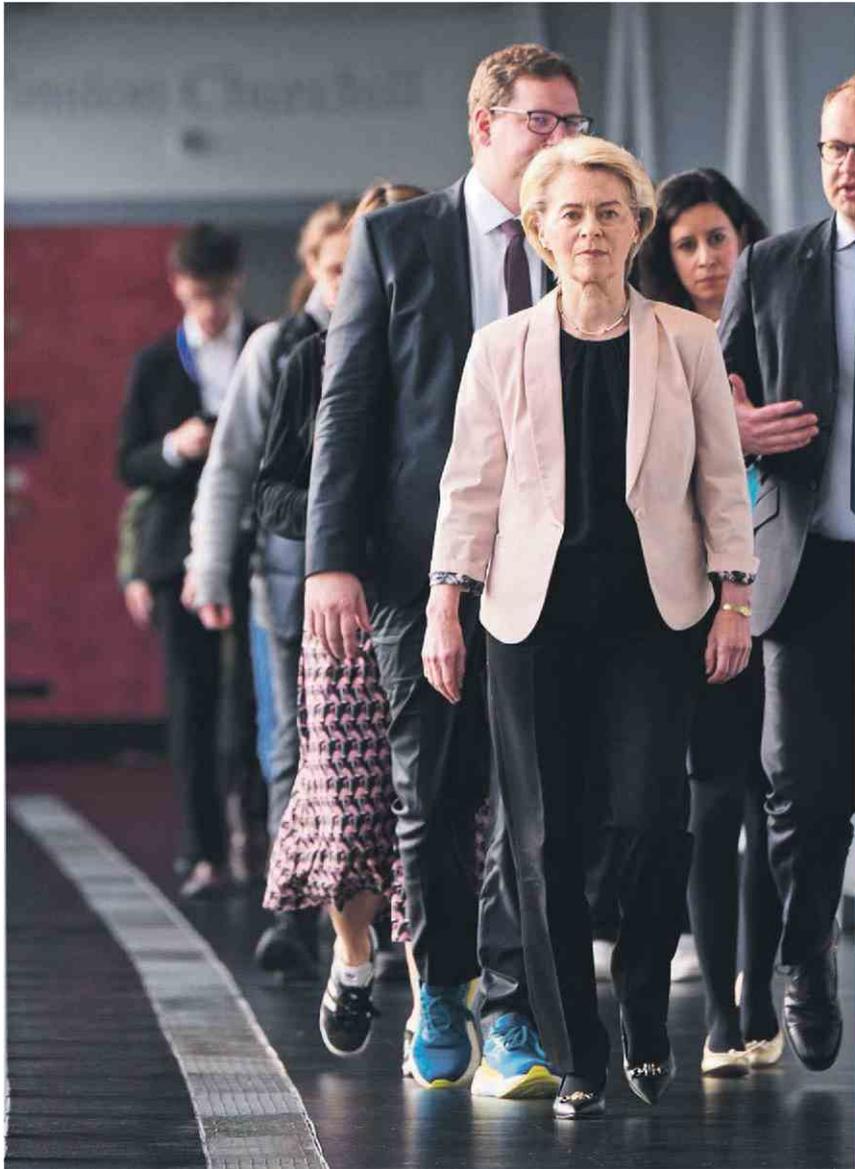
Source : American Iron and Steel Institute et International Trade Administration





Le président américain, Donald Trump, le 30 mai dernier, lors d'une visite de l'usine US Steel-Irvin, à West Mifflin, en Pennsylvanie. À droite, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en avril dernier à Bruxelles.





JEFF SWENSEN / GETTY IMAGES VIA AFP. COMMISSION EUROPEENNE/DATI REFIDO SACHA | FON / ZUMA PRESS WIREF VIA REUTERS CONIN

